



Investir dans les populations rurales

## Conseil d'administration

Cent quarante-deuxième session  
Rome, 18-19 septembre 2024

---

### Rapport du Président

### Proposition de prêt

### République de Türkiye

### Projet de remise en état du bassin versant de l'Euphrate (FIRAT)

Numéro du projet: 2000004004

---

Cote du document: EB 2024/142/R.9

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) c) i)

Date: 20 août 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

**Pour: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 62.

---

---

#### Questions techniques:

**Dina Saleh**

Directrice régionale  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
courriel: d.saleh@ifad.org

**Liam Chicca**

Directeur de pays  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
courriel: l.chicca@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	1
<b>II. Description du projet</b>	<b>2</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	2
C. Théorie du changement	3
E. Coût, avantages et financement	5
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>9</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	11
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
<b>Innovations et reproduction à plus grande échelle</b>	<b>13</b>
<b>Recommandation</b>	<b>13</b>
<b>Appendices</b>	
I. Negotiated financing agreement (le document sera mis à disposition avant la session)	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

---

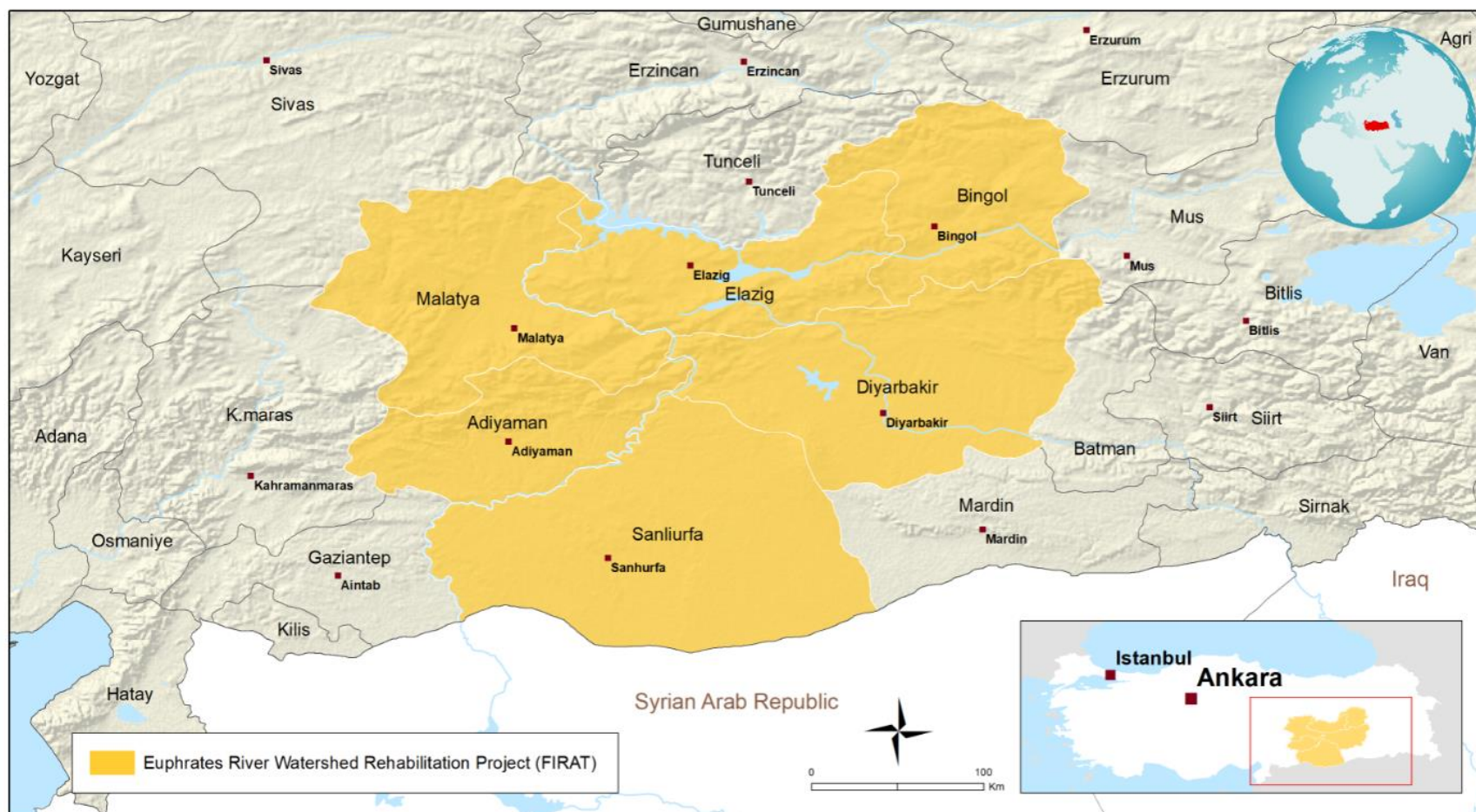
### Équipe d'exécution du projet

---

Directrice régionale:	Dina Saleh
Directeur de pays:	Liam Chicca
Responsable technique:	Rikke Grand Olivera
Responsable des finances:	Alaa' Abdelkarim
Spécialiste climat et environnement:	Walid Nasr
Juriste:	Aspasia Tsekeri

---

## Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 03/05/2024

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République de Türkiye
<b>Organisme d'exécution:</b>	Direction générale des forêts au sein du Ministère de l'agriculture et des forêts
<b>Coût total du projet:</b>	97,9 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE):</b>	65,0 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA (MARE):</b>	Ordinaires (catégorie 4), assorties d'un délai de remboursement allant jusqu'à 18 ans, y compris un différé d'amortissement allant jusqu'à 3 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
<b>Cofinanceurs:</b>	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
<b>Montant du cofinancement:</b>	1,4 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	19,3 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	12,2 millions d'USD
<b>Montant du financement climatique apporté par le FIDA:</b>	62,7 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## I. Contexte

### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

#### Contexte national

1. Depuis la fondation de l'État moderne en 1923, la Türkiye connaît un essor économique; elle fait aujourd'hui partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et affiche un produit intérieur brut (PIB) de 1 120 milliards d'USD et un revenu par habitant de 13 110 dollars en 2023.
2. En 2023, le secteur agricole représentait 6,2% du PIB et employait 14,6% de la population active turque. Les progrès économiques accomplis ces vingt dernières années ont permis à près de 30% de la population du pays de sortir de la pauvreté. Toutefois, sous l'effet des récentes crises mondiales, cette tendance favorable s'est récemment inversée dans certains domaines, l'inflation atteignant 71,6% en juin 2024 et la livre turque ayant connu une dévaluation de 10% par rapport au dollar des États-Unis au cours des six premiers mois de 2024. De manière générale, les zones montagneuses, moins connectées et plus vulnérables face aux effets des changements climatiques, présentent des taux de pauvreté économique plus élevés et sont sujettes à l'exode rural.

#### Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

3. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - axé sur les jeunes;
  - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
4. Le taux de pauvreté monétaire du pays est assez élevé. La Türkiye est relativement mal classée dans l'Indice mondial des disparités entre hommes et femmes. La population est jeune, plus de 44% des habitants ayant moins de 30 ans. Le taux de chômage des jeunes est élevé: s'élevant à 17,5% globalement, il atteint 23,4% chez les jeunes femmes. Sous l'effet de l'exode rural des jeunes, les villes sont progressivement surchargées de jeunes chômeurs, tandis que la population agricole vieillit. La croissance démographique, l'urbanisation et l'industrialisation rapides contribuent à creuser les écarts en matière de durabilité. Les changements climatiques accroissent l'exposition du secteur agricole aux risques climatiques ainsi que la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes dans le pays. Le stress hydrique est important, environ 27% de la population vivant dans des zones sujettes à des pénuries d'eau.

#### Justification de l'intervention du FIDA

5. La zone du projet proposé présente des taux de pauvreté élevés. En élaborant la proposition de projet, le Gouvernement turc et le FIDA ont tenu compte de l'impact des deux forts tremblements de terre qui ont frappé la région en février 2023, en particulier sur les petits producteurs confrontés à la perte de leur bétail ainsi qu'à la destruction de leurs maisons et de leurs actifs agricoles, notamment des granges et des systèmes d'irrigation.

### B. Enseignements tirés

6. Les enseignements tirés d'examens et d'évaluations récents, en particulier le rapport d'achèvement du Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat, l'évaluation de la stratégie et du programme de pays réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et l'évaluation de l'impact conduite par la Division recherche et évaluation de l'impact du FIDA, ainsi que de l'expérience accumulée par la Direction générale des forêts au sein du Ministère de l'agriculture

et des forêts et par les partenaires de développement dans d'autres bassins versants, peuvent être classés dans les catégories suivantes:

- i) planification et remise en état de microbassins versants; ii) gestion des terres de parcours; iii) investissements dans des infrastructures hydrauliques;
- iv) investissement efficace à l'appui de la génération de revenus et de la viabilité des entreprises; v) exécution efficace des projets. Ces enseignements ont été pris en compte dans la conception du Projet de remise en état du bassin versant de l'Euphrate (FIRAT) et guideront son exécution.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

7. La finalité du projet est de réduire la pauvreté dans les communautés vivant dans les hautes terres des microbassins versants ciblés du bassin versant de l'Euphrate. L'objectif de développement est d'augmenter les revenus et la résilience des petits producteurs et des groupes vulnérables, notamment des femmes et des jeunes, dans les microbassins versants ciblés.
8. **Zones cibles.** Le projet ciblera les hautes terres reculées et sera axé sur la diversification des moyens d'existence des petits producteurs dans environ 40 microbassins versants comprenant 400 villages forestiers répartis dans 39 districts des six provinces ciblées (Şanlıurfa, Malatya, Diyarbakır, Adıyaman, et certains districts de Bingöl et Elazığ non ciblés par le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat).
9. **Groupe cible.** Le principal groupe cible sera constitué de petits producteurs vivant dans des villages forestiers des hautes terres et dont l'existence repose essentiellement sur une agriculture mixte. Possédant peu d'avoirs productifs, ils ont pour la plupart subi des pertes d'actifs ou des dommages à la suite des tremblements de terre de février 2023. L'accent sera mis sur les groupes vulnérables, en particulier: i) les ménages ruraux pauvres pratiquant une agriculture de subsistance; ii) les femmes et, plus particulièrement, les ménages dirigés par une femme; iii) les jeunes ruraux au chômage ou sous-employés.
10. **Groupe cible et sélection des microbassins versants.** Les ménages les plus pauvres seront recensés sur la base des critères suivants: niveau de revenu (revenu mensuel inférieur à un montant correspondant au double du salaire minimum ou des prestations de sécurité sociale); avoirs productifs (moins de 1 hectare de terres, moins de 10 vaches, moins de 100 petits ruminants) et d'autres conditions, notamment le manque d'accès à l'eau ou aux installations d'irrigation. Ces ménages seront éligibles à une aide sous forme de don conformément aux programmes en la matière prévus dans le cadre des deux composantes du projet. Les critères de sélection des microbassins versants seront les suivants: niveau élevé d'érosion et de dégradation des sols, taux de pauvreté élevé, faible développement socioéconomique. Lors de cette sélection, la priorité sera donnée la première année aux zones les plus touchées par les tremblements de terre.
11. La portée totale du projet est estimée à 140 000 personnes, soit 40 000 ménages, dont 27 000 devraient bénéficier de plusieurs des services proposés au titre du projet, tandis que 13 000 ne bénéficieront que des interventions visant la communauté. Au total, 40% des bénéficiaires du projet seront des femmes, et 15%, des jeunes.

### B. Composantes, résultats et activités

12. Le projet comprendra les trois composantes suivantes:
13. **Composante 1. Planification des microbassins versants et gestion des ressources naturelles.** Il s'agira d'appuyer l'élaboration de 40 programmes de microbassin versant, chacune des zones concernées comprenant en moyenne

10 villages. Cette composante inclura également des activités liées à la restauration et à la gestion durable des ressources naturelles. Elle comprendra deux sous-composantes: i) planification participative des microbassins versants et renforcement des capacités; ii) restauration et gestion durable des ressources naturelles en vue de réduire les risques de glissement de terrain et d'inondation, de garantir des moyens d'existence résilients et durables, ainsi que de limiter les sédiments dans les barrages Atatürk et Karakaya sur l'Euphrate, et d'en prolonger la durée de vie.

14. **Composante 2. Investissements en faveur de la gestion durable des terres, d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques, de moyens d'existence améliorés et d'un accès aux marchés facilité.** Le projet sera fondé sur les programmes de microbassin versant et sur les investissements réalisés dans les domaines suivants au titre des plans d'investissement stratégique: i) remise en état des actifs de production, diversification de la production agricole et des activités économiques dans les zones rurales; ii) commercialisation et promotion des produits des provinces participantes; iii) infrastructures d'irrigation publiques, complétées par des investissements au niveau des exploitations.
15. La composante 2 comporte trois sous-composantes. La première vise à établir un mécanisme de fonds renouvelable pour améliorer la gestion durable des terres, mettre en place des infrastructures de production résilientes face aux changements climatiques, et favoriser le regroupement, la transformation et la commercialisation des produits; elle permettra à 4 800 jeunes d'accéder à un emploi, en tant que salariés ou à titre indépendant. Dans ce contexte, le terme « fonds renouvelable », utilisé à plusieurs reprises dans le présent rapport, représente le volet renouvelable (50% sous forme de prêts sans intérêts) du mécanisme de financement.
16. La deuxième sous-composante vise un renforcement des organisations de producteurs et de la commercialisation de leurs produits aux fins d'une meilleure intégration aux marchés émergents, qu'ils soient locaux, nationaux ou d'exportation. Des investissements dans des opérations telles que la construction de marchés de fruits et légumes ou d'animaux sont aussi possibles. Les moyens déployés à ces fins sont: une formation à la gouvernance et à la gestion d'entreprise, l'échange de savoirs, la promotion de foires agricoles et de manifestations commerciales et la participation à ces dernières.
17. La troisième sous-composante vise des investissements dans la création d'infrastructures hydrauliques hors des exploitations, résilientes face aux changements climatiques et permettant une utilisation de l'eau plus efficace grâce à une réduction des pertes pendant le transport.
18. **Composante 3. Renforcement des institutions et gestion de projet.** L'objectif est d'assurer l'appui nécessaire aux composantes techniques et d'aider à mettre en place les modalités d'une mise en œuvre efficace des interventions du projet. Le renforcement institutionnel sera assuré au moyen de formations, de visites d'échange, de l'élaboration ou de l'actualisation de directives et d'études techniques, de l'établissement ou du renforcement de partenariats, et de l'exploitation de possibilités offertes dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

## C. Théorie du changement

19. Grâce à la mise en œuvre efficace des différents investissements, à l'adoption de techniques résilientes face aux changements climatiques, à une remise en état plus efficace des sols et un accroissement de la production et de la productivité agricoles, à la création de nouveaux emplois, à une diversification des revenus et à une amélioration des ventes et de l'accès aux marchés, les petits producteurs et les groupes vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, augmenteront leurs revenus et renforceront leur résilience face aux catastrophes naturelles, aux phénomènes climatiques et aux chocs économiques ou commerciaux. Leur bien-

être et leurs moyens d'existence seront également améliorés. En fin de compte, le projet contribuera à réduire la pauvreté dans les villages des microbassins versants ciblés dans les hautes terres.

20. Le succès du projet repose sur l'hypothèse selon laquelle, si des mesures incitatives sont prises, i) les communautés des hautes terres seront disposées à participer à la planification et au développement des microbassins versants; ii) elles adopteront de nouvelles pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques; iii) elles entreprendront des initiatives collectives pour améliorer la gestion des parcours, l'agrégation agricole et l'accès aux marchés; iv) les jeunes seront disposés à rester et à investir dans leur village si un soutien à des emplois de qualité, y compris en tant qu'indépendants, leur est fourni; v) la Direction générale des forêts collaborera étroitement avec d'autres organismes gouvernementaux et des acteurs du secteur privé, y compris les cofinanceurs et les partenaires d'exécution dans la région, ainsi qu'avec la Banque Ziraat; vi) grâce au mécanisme de fonds renouvelable destiné aux organisations de producteurs et aux agrégateurs, ainsi qu'à un appui complémentaire visant un renforcement des liens avec les marchés, le projet contribuera à l'établissement de partenariats avec des acteurs du secteur privé pour permettre l'accès aux marchés des petits exploitants vivant dans les zones de montagne ciblées; vii) les organisations locales seront renforcées de manière adéquate pour garantir la durabilité à long terme des investissements.
21. La finalité du projet cadre parfaitement avec l'objectif de développement durable (ODD) n° 1 (pas de pauvreté), en particulier à travers le soutien aux exploitants qui ont perdu des avoirs productifs à la suite des tremblements de terre, et contribue directement à l'ODD n° 2 (faim « zéro »), en particulier à la cible 2.3 (doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires). Le projet contribuera également aux ODD n° 5 (égalité entre les sexes), n° 8 (travail décent et croissance économique), n° 12 (consommation et production durables) et n° 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), en particulier la cible 13.1 (renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat).
22. La conception du projet est en phase avec la stratégie et le plan d'action pour une utilisation efficace des ressources en eau (2023-2033) du Gouvernement turc, destinés à accroître l'efficacité de l'irrigation (50,4% aujourd'hui, 60% en 2030 et 65% en 2050) dans un pays où l'agriculture représente 77% de l'eau consommée à l'échelle nationale.
23. Par sa conception, le projet contribue directement au deuxième objectif stratégique du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP): intégrer la gestion durable des ressources naturelles dans toutes les composantes de la production agricole des hautes terres et accroître la résilience face aux changements climatiques dans ces zones. Il contribuera aussi de manière sensible au premier objectif du COSOP, qui consiste à améliorer l'accès aux marchés des petits exploitants productifs pauvres. La conception du projet devrait conserver toute sa pertinence tout au long de la période couverte par le COSOP 2025-2030, au titre duquel le projet sera exécuté. Dans la conception, des actions ont également été prévues pour tirer parti du partenariat entre le FIDA et le Gouvernement turc en favorisant la participation à l'élaboration des politiques ainsi qu'une gestion des savoirs efficace en vue de faciliter la transposition à plus grande échelle des résultats.
24. Au cours de la conception du projet, des orientations ont été recueillies auprès de hauts responsables de toutes les administrations concernées. L'équipe de conception s'est rendue dans les six provinces ciblées par le projet pour consulter les gouverneurs provinciaux et toutes les directions régionales et provinciales chargées des forêts, de l'agriculture et de l'irrigation. Les partenaires de



développement ont aussi été consultés. En outre, des consultations approfondies ont été menées auprès des bénéficiaires potentiels du projet dans les six provinces, notamment des villageois touchés par les tremblements de terre.

25. Les interventions du FIRAT seront harmonisées avec les projets en cours ou en attente financés par d'autres partenaires de développement, en particulier ceux qui soutiennent le rétablissement après les tremblements de terre, notamment par un appui aux moyens d'existence.

## **E. Coût, avantages et financement**

26. Les composantes 1 et 2 du projet relèvent principalement de l'action climatique. Le montant total alloué au projet par le FIDA au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 62 715 000 USD, soit 96% de l'investissement total du Fonds.

### **Coût du projet**

27. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 97,975 millions d'USD pour les sept années de la période d'exécution. Les coûts des trois composantes se répartissent comme suit:
  - i) composante 1 (planification des microbassins versants et gestion des ressources naturelles): 33% du coût total, soit 32,3 millions d'USD;
  - ii) composante 2 (investissements en faveur de la gestion durable des terres, d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques, de moyens d'existence améliorés et d'un accès aux marchés facilité): 62% du coût total, soit 61,2 millions d'USD;
  - iii) composante 3 (renforcement des institutions et gestion de projet): 5% du coût total, soit 4,5 millions d'USD.

Tableau 1  
**Coût du projet par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>		<i>FEM</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Planification des microbassins versants et gestion des ressources naturelles	17 603	54,6	931	2,9	1 361	4,2	12 372	38,3	32 268	32,9
2. Investissements en faveur de la gestion durable des terres, d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques, de moyens d'existence améliorés et d'un accès aux marchés facilité	43 797	71,6	250	0,4	10 848	17,7	6 282	10,3	61 177	62,4
3. Renforcement des institutions et gestion de projet	3 600	79,5	231	5,1	-	-	700	15,4	4 530	4,6
<b>Total</b>	<b>65 000</b>	<b>66,3</b>	<b>1 411</b>	<b>1,4</b>	<b>12 210</b>	<b>12,5</b>	<b>19 355</b>	<b>19,8</b>	<b>97 975</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	FIDA		FEM		Bénéficiaires		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>										
A. Travaux	20 821	65,4	-	-	-	-	11 032	34,6	31 853	32,5
B. Services de consultants										
1. Services de consultants internationaux	189	80,0	-	-	-	-	47	20,0	236	0,2
2. Services de consultants nationaux	7 355	66,8	1 262	11,5	-	-	2 397	21,8	11 015	11,2
<b>Total partiel</b>	7 544	67,1	1 262	11,2	-	-	2 445	21,7	11 251	11,5
C. Formation et ateliers	451	89,8	24	4,8	-	-	27	5,4	502	0,5
D. Équipement et biens										
1. Équipement et matériel	1 287	80,0	-	-	-	-	322	20,0	1 609	1,6
2. Biens, services et intrants	20	80,0	-	-	-	-	5	20,0	25	-
<b>Total partiel</b>	1 307	80,0	-	-	-	-	327	20,0	1 634	1,7
E. Dons et subventions	29 733	70,9	-	-	12 210	29,1	0	-	41 943	42,8
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	59 856	68,7	1 286	1,5	12 210	14,0	13 831	15,9	87 183	89,0
<b>II. Dépenses ordinaires</b>										
A. Frais d'expertise, traitements et indemnités	4 077	43,1	125	1,3	-	-	5 257	55,6	9 460	9,7
B. Frais de fonctionnement	1 066	80,0	-	-	-	-	267	20,0	1 333	1,4
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	5 144	47,7	125	1,2	-	-	5 524	51,2	10 793	11,0
<b>Total</b>	<b>65 000</b>	<b>66,3</b>	<b>1 411</b>	<b>1,4</b>	<b>12 210</b>	<b>12,5</b>	<b>19 355</b>	<b>19,8</b>	<b>97 975</b>	<b>100,0</b>

Tableau 3  
**Coût du projet par composante et par année du projet**  
(en milliers d'USD)

Composante	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total
1. Planification des microbassins versants et gestion des ressources naturelles	2 439	6 536	7 852	7 888	5 386	1 579	589	32 268
2. Investissements en faveur de la gestion durable des terres, d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques, de moyens d'existence améliorés et d'un accès aux marchés facilité	622	7 670	17 164	19 461	12 556	3 049	655	61 177
3. Renforcement des institutions et gestion de projet	704	637	566	655	658	695	615	4 530
<b>Total</b>	<b>3 764</b>	<b>14 843</b>	<b>25 582</b>	<b>28 004</b>	<b>18 600</b>	<b>5 323</b>	<b>1 859</b>	<b>97 975</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

28. Le projet sera financé comme suit: i) 66,3% du coût total, soit 65 millions d'USD, seront pris en charge par le FIDA; ii) 1,4%, soit 1,4 million d'USD, par le FEM; iii) 19,8%, soit 19,4 millions d'USD, par le Gouvernement; iv) 12,5%, soit 12,2 millions d'USD, par les bénéficiaires. La contribution du Gouvernement prendra la forme suivante: i) détachement d'une partie du personnel du projet et ii) renonciation à l'intégralité des taxes et droits sur les biens et services achetés dans le cadre du projet (à l'exception des taxes sur les dons de contrepartie). Les taux et montants des taxes et droits applicables aux dépenses du projet ont été estimés par l'équipe de conception du projet en consultation avec le Gouvernement afin de déterminer la contribution du gouvernement et le coût total global du projet. En outre, le Gouvernement participera aux coûts de transaction du fonds renouvelable et aux éventuels investissements supplémentaires dans des infrastructures de soutien au bassin versant. Une grande partie de la contribution des bénéficiaires sera couverte par des prêts sans intérêts accordés aux personnes en situation de pauvreté ou de pauvreté transitoire par la Direction générale des forêts et des relations avec les villages, dans le cadre du programme de dons de contrepartie du projet.
29. La plupart des investissements du projet relèvent de deux catégories de dépenses: i) les dons et subventions (41,94 millions d'USD, soit 43% du coût total) et ii) les travaux (31,853 millions d'USD, soit 33% du coût total). Ces affectations reflètent l'accent mis dans le cadre du projet sur la réduction de la pauvreté dans les communautés des hautes terres ciblées, au moyen d'investissements en faveur d'un renforcement et d'une régénération des moyens d'existence et d'une gestion productive et durable des ressources naturelles.

### **Décaissement**

30. Les fonds seront versés par le FIDA sur les comptes désignés du projet, qui seront ouverts à la banque centrale par l'unité centrale de gestion du projet: un compte pour le prêt du FIDA, dans la monnaie de l'emprunt, et l'autre pour le don du FEM, dans la monnaie de ce don. Les paiements au titre des dépenses seront issus des comptes désignés, leurs montants étant convertis sur la base du taux de change en vigueur à la date du paiement. En ce qui concerne les dons de contrepartie et les prêts sans intérêts, la Direction générale des forêts et des relations avec les villages ouvrira à la banque Ziraat un compte bancaire séparé, en monnaie locale, pour recevoir les fonds issus du compte désigné affecté au prêt.
31. Les décaissements seront effectués tous les trimestres, et des rapports financiers intermédiaires trimestriels devront être soumis dans les 45 jours suivant la fin du trimestre précédent.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

32. Une analyse financière a été réalisée sur trois types de technologies énergétiques peu consommatrices de bois, six modèles différents d'exploitation agricole au niveau du ménage visant les producteurs en situation de pauvreté transitoire, cinq modèles destinés aux producteurs pauvres et un modèle visant les microentreprises et petites et moyennes entreprises et les cultures irriguées. Cette analyse montre que tous ces modèles présentent un taux de rentabilité interne supérieur à 25%. En appliquant un facteur d'actualisation de 19,1%, la valeur actuelle nette de ces investissements est d'au moins 232 USD pour un poêle permettant des économies de bois et de plus de 55 000 USD pour un centre de collecte de lait. Leur rapport avantages/coûts est supérieur à 1,03, et atteint 1,9 dans certains cas. Ces chiffres indiquent que tous les modèles considérés représentent des investissements financièrement intéressants pour les ménages de petits exploitants, qu'ils soient en situation de pauvreté ou de pauvreté transitoire, ainsi que pour les entrepreneurs agricoles.

33. Le projet a fait l'objet d'une analyse économique fondée sur les prix économiques, dont les résultats sont positifs: valeur actuelle nette s'élevant à 93 millions d'USD à un taux social d'actualisation de 6% des avantages supplémentaires, et taux de rentabilité économique interne de 18,9% sur une période de 20 ans. Même dans l'hypothèse de scénarios défavorables, comme des retards d'exécution et des dépassements de coûts, les résultats économiques restent robustes, et le projet ne perd sa viabilité économique qu'en cas de situations extrêmes. En résumé, les investissements proposés dans le cadre du FIRAT sont solides et valables d'un point de vue financier et économique.

#### **Stratégie de retrait et durabilité**

34. Aider les bénéficiaires à passer d'une agriculture de semi-subsistance à une activité à finalité plus commerciale gérée comme une entreprise constituera un facteur clé pour la durabilité du projet et sa stratégie de retrait. Une combinaison judicieuse d'investissements réalisés hors des exploitations, tels que des infrastructures d'irrigation, et d'aménagements sur les exploitations permettant d'accroître la productivité agricole devrait sensiblement améliorer les perspectives ouvertes par le projet en matière de durabilité.
35. Une part significative des investissements prévus dans les différentes composantes sera consacrée au financement d'activités de renforcement des moyens d'existence et à la promotion de micro-, petites et moyennes entreprises que les ménages ciblés mettront en place et dont ils tireront avantage. Les analyses conduites dans le cadre de la mission de conception du projet montrent que ces activités sont financièrement solides, présenteront une rentabilité satisfaisante, et devraient ainsi être viables sur le plan financier. Le mécanisme de financement proposé établit un lien entre les bénéficiaires et la banque Ziraat et, à terme, leur permettra d'accéder aux produits de prêt commerciaux proposés par la banque. Les investissements forestiers au titre de la composante de gestion des ressources naturelles nécessiteront moins d'interventions en matière d'exploitation et de maintenance pendant la phase après-projet. Les terres de parcours nécessitant une intervention sur une plus longue durée et une gestion plus attentive, la conception du projet prévoit en la matière des investissements nettement plus élevés pour améliorer leur gestion, ainsi que l'adoption d'une méthode efficace de mobilisation sociale.
36. Les systèmes d'irrigation climato-compatibles soutenus seront relativement simples à exploiter et à entretenir pour les bénéficiaires, et pourraient être gérés par des associations informelles d'usagers de l'eau en coordination avec les chefs de village (*mukhtars*), comme c'est le cas actuellement.

### **III. Gestion des risques**

#### **A. Risques et mesures d'atténuation**

37. Dans l'ensemble, l'équipe de conception du projet a constaté une forte adhésion au concept du projet de la part d'un large éventail de parties prenantes. Toutefois, des écarts sont susceptibles d'apparaître entre les politiques élaborées et leur mise en œuvre. En outre, ces dernières années, les projets du FIDA connaissent une allocation de fonds insuffisante en début d'année, principalement due à des contraintes budgétaires. Les contraintes budgétaires du Gouvernement turc ont été prises en compte dans la conception du FIRAT, et des dispositions ont été prises en matière d'allocation de fonds afin de garantir une mise en œuvre globalement continue des activités de renforcement et de soutien visant les moyens d'existence. En résumé, le risque associé au contexte politique est jugé élevé, mais ses effets négatifs peuvent être maintenus à un niveau gérable.
38. La Türkiye a entrepris une réforme majeure de la gestion du secteur public, mais des difficultés de mise en œuvre subsistent. Les institutions sont exposées à des changements ou à un taux de rotation élevé de leur personnel dirigeant, aux niveaux central, régional et provincial, avec des effets sur les modalités de mise en

œuvre et la capacité à atteindre les objectifs de développement dans les délais impartis. Les risques liés à l'exécution seront réduits grâce aux mesures suivantes: i) mise en place d'un comité de pilotage du projet, qui assurera la coordination entre les partenaires d'exécution et veillera à l'acheminement correct des fonds; ii) partenariat avec la banque Ziraat, qui gèrera, pour le compte de la Direction générale des forêts, un mécanisme de don de contrepartie sur une longue période, dont les conditions seront révisées, et le complètera par un système de crédit à des conditions particulièrement favorables; iii) mobilisation d'un grand nombre de prestataires de services pour faciliter les processus locaux et le renforcement institutionnel; iv) révision des modalités du don de contrepartie à l'avantage des ménages les plus vulnérables, en vue d'accroître sensiblement la pertinence du projet pour les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables.

39. Les risques inhérents et résiduels liés à la gestion financière sont jugés substantiels. Les principaux risques concernent d'éventuels retards dans la mise en place de l'unité de gestion de projet centrale ou dans l'installation du logiciel de comptabilité, ou la non-utilisation des dons de contrepartie aux fins prévues. Pour atténuer ces risques, le recrutement du personnel clé et l'installation du logiciel comptable feront partie des conditions préalables aux retraits susceptibles d'être financés de manière rétroactive. En outre, l'audit externe comprendra la vérification d'un échantillon de dons de contrepartie.

Tableau 4

**Synthèse des risques**

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte du pays	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Substantiel
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Coût du projet	Faible	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
<b>Risque global</b>	Modéré	Modéré

**B. Catégorie environnementale et sociale**

40. Au vu des résultats de l'examen critique final conduit avec l'outil d'évaluation des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), il est proposé de classer le projet dans la catégorie environnementale et sociale « modéré ». Le FIRAT vise à produire des effets positifs sur le plan environnemental et social, de façon globale. L'un de ses principaux objectifs est de remettre en valeur les terres dégradées afin de réduire l'érosion des sols et la sédimentation dans les barrages situés en aval, tout en améliorant les moyens d'existence des habitants des bassins versants sélectionnés.

**C. Classement au regard des risques climatiques**

41. Selon les résultats fournis par l'outil d'évaluation des PESEC, le projet est classé dans la catégorie « modéré » au regard des risques climatiques, et une analyse élémentaire des risques climatiques sera nécessaire. Les effets prévus des changements climatiques dans la zone du projet sont les suivants: effets néfastes graves sur la disponibilité des eaux de surface, augmentation de la fréquence des inondations et périodes d'aridité et de sécheresse prolongées.

## D. **Soutenabilité de la dette**

42. Dans l'ensemble, bien que le service total de la dette extérieure de la Türkiye se soit stabilisé ces dernières années et que l'action du Gouvernement pour réduire le financement extérieur ait eu des effets positifs, une gestion prudente de la dette restera essentielle pour en assurer la soutenabilité et maîtriser les risques budgétaires. Selon la dernière évaluation du Fonds monétaire international, la dette extérieure du pays est soutenable à moyen terme, mais elle est exposée à des risques, principalement à une forte dépréciation du taux de change effectif réel.

## IV. **Exécution**

### A. **Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

43. En étroite coordination avec le Ministère des finances et du Trésor et la Présidence de la stratégie et du budget, la Direction générale des forêts sera la principale entité chargée de la mise en œuvre au niveau central à Ankara, au niveau régional (directions régionales des forêts) à Elazığ et Şanlıurfa, et au niveau provincial. Les ajustements éventuellement nécessaires seront effectués aux deux niveaux inférieurs, en particulier lors de la mise en œuvre de la sous-composante relative à l'irrigation, compte tenu de l'absence d'une administration provinciale spécifique à Malatya, à Şanlıurfa et à Diyarbakır.
44. Un comité de pilotage du projet sera établi au niveau central; il sera chargé de l'orientation générale en matière de politiques et de la supervision, ce qui inclut l'approbation du manuel d'exécution du projet, des procédures de mise en œuvre des dons de contrepartie et des prêts sans intérêts, ainsi que des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) soumis à la non-objection du FIDA.
45. La structure de gestion du projet sera la suivante: i) une unité de gestion de projet centrale (UGPC), hébergée par la Direction générale des forêts à Ankara; ii) une unité de gestion de projet régionale (UGPR) au sein de chaque direction régionale des forêts, à Elazığ et à Şanlıurfa; iii) en fonction des besoins, des groupes d'appui supplémentaires dans les provinces de Malatya, Adıyaman, Bingöl et Diyarbakır.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

46. **Gestion financière.** Le service financier de l'UGPC sera doté d'un directeur financier qualifié et d'un comptable.
47. L'UGPC soumettra le PTBA au FIDA 60 jours avant le début de chaque exercice financier. L'UGPC tiendra les comptes du projet selon la méthode de la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public. La Direction générale des forêts et des relations avec les villages soumettra à l'UGPC des rapports financiers mensuels sur l'utilisation des dons de contrepartie, à des fins de consolidation. Les procédures de contrôle interne porteront principalement sur des éléments tels que la séparation des tâches, la clarté du processus d'autorisation de paiement, la fourniture des pièces justificatives pour les dépenses du projet et le rapprochement des comptes bancaires. L'audit externe sera effectué conformément aux Normes internationales d'audit, par les contrôleurs du Ministère des finances et du Trésor.
48. **Passation des marchés.** Compte tenu d'une évaluation positive du cadre législatif turc en matière de passation des marchés (loi sur les marchés publics n° 4734 et loi sur les contrats de passation de marchés publics n° 4735) et des retours d'expérience des projets conduits par le FIDA en Türkiye, achevés ou en cours, la passation des marchés du FIRAT sera effectuée conformément à la loi turque sur les marchés publics, sous réserve que ses dispositions soient compatibles avec les Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets et avec le Guide pratique de passation des marchés du FIDA. Cette décision s'appliquera à tous les fonds alloués au projet. Le système national sera utilisé pour tous les achats, à

l'exception des biens, travaux et services connexes autres que de conseil dont le montant dépasse le seuil imposant un appel d'offres international, qui seront effectués conformément au Guide pratique de la passation de marchés du FIDA et aux documents types du Fonds en la matière. Il en va de même pour tous les services de conseil.

49. **Gouvernance.** Avec un score de 34 sur l'Indice de perception de la corruption 2023, qui la classe 115<sup>e</sup> sur 180 pays, la Türkiye présente un risque substantiel. Elle a perdu 14 places dans ce classement par rapport à 2022, enregistrant le score le plus faible qu'elle ait jamais atteint. Le score moyen des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale est de 35. Les entités d'exécution veilleront à ce que toutes les activités du projet soient conformes aux politiques et aux normes du FIDA.

#### **Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances**

50. Une approche consultative de planification et de mise en œuvre des activités sera adoptée dans le cadre du projet; elle visera la participation d'une large palette de parties prenantes et l'appropriation par la communauté de la planification des microbassins versants. Le personnel du projet informera les membres de la communauté des possibilités offertes par le projet, des critères d'admissibilité, des modalités et conditions et des canaux de retour d'information et de dépôt de plainte. Le personnel du projet veillera à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et des autres groupes sociaux défavorisés, en leur consacrant des séances de discussion spécifiques et en répondant à leurs préoccupations.

#### **Mécanisme de réponse aux doléances**

51. Un mécanisme de réponse aux doléances adéquat sera mis en place pour garantir que les participants soient en mesure de signaler toute irrégularité dans les processus de planification et de mise en œuvre du projet. À cette fin, des coordinateurs seront nommés au sein de l'UGPC, des UGPR, et dans les zones des microbassins versants.

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

52. La planification du projet suivra les programmes de microbassin versant que la Direction générale des forêts aura élaborés avec d'autres partenaires du projet au moyen d'un processus participatif consistant, d'une part, à évaluer l'état des ressources naturelles et les risques et vulnérabilités liés aux changements climatiques dans tous les microbassins versants ciblés et, d'autre part, à déterminer les besoins s'agissant des moyens d'existence dans les zones touchées par le tremblement de terre.
53. Le système de suivi-évaluation du projet s'appuiera sur le système existant de la Direction générale des forêts, lequel sera complété par un système automatisé d'information de gestion pour la planification, le suivi, l'analyse et l'évaluation des données qui sera développé au début du projet. Les données seront ventilées par sexe et par âge lorsque cela sera possible.
54. Une gestion des savoirs fondée sur des données probantes sera mise en place afin de contribuer à l'élaboration des politiques.

#### **Innovation et reproduction à plus grande échelle**

55. La conception du FIRAT prend en compte les enseignements tirés du Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat, notamment en matière d'innovations. La principale innovation introduite dans le cadre du FIRAT est le processus participatif de planification des microbassins versants, qui conduira à l'élaboration de microplans couvrant toutes les interventions essentielles du projet.



Les autres innovations sont les suivantes: i) association de la Direction générale des travaux d'hydraulique de l'État dès le début du processus de planification des microbassins versants; ii) établissement d'accords sur la gestion des parcours avec les groupes communautaires concernés pour exiger l'adoption de mesures de gestion durable en la matière; iii) renforcement de l'assistance technique, notamment à destination des jeunes; iv) mise en place d'un mécanisme structuré de dons de contrepartie évitant d'exclure involontairement des interventions les personnes les plus vulnérables; v) part des dons de contrepartie calculée différemment selon que les revenus du bénéficiaire sont inférieurs ou supérieurs au salaire minimum.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

56. Le plan de démarrage du projet comprend: i) la mise en place du comité de pilotage du projet; ii) l'intégration précoce des prestataires de services aux programmes de microbassin versant; iii) la mise en place de l'UGPC et des UGPR pour lancer le recrutement du personnel et les appels d'offres concernant les principaux prestataires de services.

### **Financement rétroactif**

57. Afin d'assurer une mise en œuvre du projet dans les délais impartis, le Gouvernement pourra, immédiatement après son démarrage, choisir de bénéficier d'un financement rétroactif pour préfinancer certaines activités sur ses propres ressources; sont concernées les dépenses ordinaires engagées par les membres essentiels de l'UGPC et les dépenses d'investissement liées à l'intervention des fonctionnaires chargés de la communication, aux études socioéconomiques, à l'étude initiale de référence, à l'achat d'un système d'information de gestion et d'un logiciel de comptabilité, aux technologies de l'information, à d'autres équipements de bureau et au personnel clé. Ces dépenses, qui ne doivent pas excéder un total de 0,5 million d'USD, seront remboursées par le FIDA après le démarrage du projet, sous réserve du respect des conditions préalables au retrait.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

58. Le projet sera directement supervisé par le FIDA au moyen de missions annuelles de supervision. Le FIDA et le Gouvernement turc procéderont à un examen à mi-parcours, au plus tard au cours de la troisième année d'exécution suivant le démarrage du projet. L'examen d'achèvement du projet évaluera la performance globale du projet et rendra compte de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficacité de son exécution.

## **V Innovations et reproduction à plus grande échelle**

59. Un accord de financement entre la République de Türkiye et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi d'un financement proposé à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié sera mise à disposition avant la session.
60. La République de Türkiye est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI Recommandation**

62. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Türkiye, au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante-cinq millions de dollars des États-Unis (65 000 000 USD), qui

sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président,  
Alvaro Lario

## **Negotiated financing agreement**

(Le document sera mis à disposition avant la session.)

## Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
<b>Outreach</b>	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists		
	Males - Males	0	9600	24000					
	Females - Females	0	6400	16000					
	Young - Young people	0	2400	6000					
	Total number of persons receiving services	0	16000	40000					
	<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>								
	Household members - Number of people	0	56000	140000					
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>								
	Households - Households	0	16000	40000					
<b>Project Goal</b> Poverty reduction of the upland communities in the targeted micro-catchments of the Euphrates River watershed	<b>Percentage of households with reduced poverty</b>				Income questions integrated in COI Survey	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Households - Percentage (%)	0	28					70
<b>Development Objective</b> Increased income and resilience of small-scale producers and vulnerable groups, including women and youth, in the targeted micro-catchments	<b>Number of households reporting increase in income from livelihood activities</b>				COI survey	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Households - Number	0	11200					28000
	<b>Percentage of households reporting an increase in the value of household assets</b>								
		Households reporting an increase in the value of HH assets - Percentage (%)		28	70				
	<b>Number of households reporting 20 percentage point increase in their resilience index score</b>				IFAD RDMT integrated in COI survey	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Households - Number	0	11200					28000
	<b>SF.2.1 Households satisfied with project-supported services</b>				COI survey	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Household members - No of people	0	42000					105000
		Households (%) - Percentage (%)	0	30					75
		Households (number) - Households	0	12000					30000
	<b>SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers</b>				COI survey	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Household members - Number of people	0	42000					105000
		Households (%) - Percentage (%)	0	30					75
		Households (number) - Households	0	12000					30000
<b>Outcome</b> 1. Communities capable of planning and implementing sustainable management and restoration of natural resources reducing soil erosion	<b>GEF 1 Area of land and ecosystems under restoration (Sum of GEF2 and GEF3)</b>				GIS - remote sensing plus ground proofing	Annual	M&E Specialist	Provided with incentives, upland communities are willing to: (i) engage in their MC planning and development; (ii) adopt new climate-resilient technologies and practices; and (iii) take collective actions for improved rangeland management, aggregation and market access.	
		Hectares of land - Area (ha) - Area (ha)	0	11546					28865
	<b>GEF 2 Areas of natural grassland and woodland under restoration</b>				GIS - remote sensing plus ground proofing	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Woodland - Area (ha)	0	2436					6090
		Natural grassland - Area (ha)	0	2400					6000
		Pasture land and pasture - Area (ha)	0	320	800	Erosion monitoring system (RUSLE Erosion Model)	Baseline, Mid-term, Completion		CPMU, Service Providers
	<b>Percentage of reduction in soil erosion in treated areas</b>								
		Reduction in soil erosion - Percentage (%)	0	10	25				
	<b>Increase in vegetative cover in restored areas</b>				GIS - remote sensing plus ground proofing	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers		
		Normalized Difference Vegetation Index (NDVI) scale - average annual growth rate - Percentage (%)		6					6
	<b>3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered</b>				Ex-Act				

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification			Assumptions		
	Hectares of land - Area (ha)		6612	33060	Baseline, Mid-term, Completion CPMU, Service Providers		
	tCO2e/20 years - Number		312503	1562517			
	tCO2e/ha - Number		9.46	47.3			
	tCO2e/ha/year - Number		0.48	2.4			
	<b>Number of women reporting reduction in workload and time spent in collecting firewood due to energy saving technologies</b>						
	Women reporting reduction in workload and time spent in collecting firewood - Number		1022	2555	Qualitative assessment Baseline, Mid-term, Completion CPMU, Service Providers		
<b>Output</b> 1.1 Participatory micro-catchment planning and capacity-building	<b>Number of participatory micro-catchment plans (MCPs) approved</b>				Project MIS Semi-annual, Annual M&E and Component Specialists		
	MCPs approved - Number	0	40	40			
	Villages participated - Number	0	400	400			
	People participated - male - Males	0	4800	12000			
	People participated - female - Females	0	3200	8000			
	People participated - young - Young people	0	1200	3000			
<b>Output</b> 1.2 Rehabilitation and sustainable management of natural resources	<b>3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks</b>				Villagers will engage in MC planning and rehabilitation activities if they are provided with: i) awareness raising of the importance of soil erosion control and rehabilitation of vegetation cover for improving the provision of water and rangeland resources and the resilience of agroecosystems; ii) incentives of investment and capacity building in water resources for livestock and irrigation and rangelands facilities; iii) incentives of access to matching grants for investments in other livelihood activities as well as in household renewable energy and insulation.		
	Total size of groups - Number of people	0	1248	3120			
	Groups supported - Groups	0	58	144			
	Males - Males	0	749	1872			
	Females - Females	0	499	1248			
	Young - Young people	0	187	468			
	Groups headed by women - Groups	0	6	14			
	<b>3.1.3 Persons accessing technologies that sequester carbon or reduce greenhouse gas emissions</b>						
	Males - Males	0	438	1095			
	Females - Females	0	1022	2555			
	Young - Young people	0	145	365			
	Total persons accessing technologies - Number of people	0	1460	3650			
	<b>Outcome</b> 2. Improved sustainable land management and climate (and other shocks) resilient livelihoods for small-scale producers and vulnerable groups, including women and youth, through diversified production and employment opportunities	<b>GEF 3 Areas of degraded agricultural land under restoration</b>					GIS - remote sensing plus ground proofing Annual M&E Specialist
		Cropland including orchard - Area (ha)	0	8068		20170	COI survey Baseline, Mid-term, Completion CPMU, Service Providers
		<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>					
Total number of household members		0	11216	28040			
Households - Percentage (%)		0	28	70			
Households - Households		0	3205	8012			
<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>							
Households reporting improved physical access to processing facilities		0	1400	3500			
<b>2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales</b>							
Number of Rural POs - Organizations		0	20	50			
Rural POs with women in leadership position		0	2	5			
<b>2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities</b>					COI survey and M&E system Baseline, Mid-term, Completion CPMU, Service Providers		
Males - Males		0	1620	4050			
Females - Females		0	1080	2700			
Young - Young people		0	604	1510			
Total number of persons with new jobs/employment opportunities - No of people		0	2700	6750			
<b>1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs</b>					COI survey		

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification			Assumptions			
	Households - Percentage (%)		40	100				
	Households - Households		3948	9870				
	Total no of household members - No of people		13818	34545				
<b>Output</b> 2.1 Revolving fund facility (RFF) for improving sustainable land management, climate-resilient production infrastructure, aggregation, processing and marketing	<b>Number of approved proposals for the RFF windows for poor and transitory poor producers, and for producer organizations and aggregators</b>				Project MIS	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers	Continued market demand, continued government support to up-land villages for their investment and capacity building in improving their livelihood activities, OGM establish a dynamic partnership with the RDA/DA to tap into their expertise in linking small-scale producers with private sector aggregators and markets.
	Number of approved proposals under the RFF window for poor and transitory poor producers	0	2600	6500				
	Number of approved proposals under the RFF window for producer organizations and aggregators - Number	0	100	250				
	Value of approved proposals under the RFF window for poor and transitory poor producers - Money (USD' 000)	0	15600	39000				
	Value of approved proposals under the RFF window for producer organizations and aggregators - Money (USD' 000)	0	500	1250				
	<b>1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists	
	Males - Males	0	1620	4050				
	Females - Females	0	1080	2700				
	Young - Young people	0	404	1010				
	Total rural producers - Number of people	0	2700	6750				
	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists	
	Total size of POs - Organizations	0	4038	10120				
	Rural POs supported - Organizations	0	68	171				
	Males - Males	0	3252	8154				
	Females - Females	0	786	1966				
	<b>2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists	
	Total number of facilities - Facilities	0	1311	3277				
	Market facilities constructed/rehabilitated	0	1	2				
	<b>Processing facilities constructed/rehabilitated</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists	
		0	1310	3275				
	<b>Number of youth participated in mentoring and coaching</b>							
	Male youth - Number	0	960	2400				
	Female youth - Number	0	960	2400				
<b>Total number of youth - Number of people</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists		
	0	1920	4800					
<b>No of women participated in GALS training</b>							Project MIS	Semi-annual, Annual
Number of women participated in GALS training - Females	0	800	2000					
<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists		
Men trained in crop - Males	0	2298	5745					
Women trained in crop - Females	0	1532	3830					
Young people trained in crop - Young people	0	575	1436					
Men trained in livestock - Males	0	983	2457					
Women trained in livestock - Females	0	655	1638					
Young people trained in livestock - Young	0	246	614					
Men trained in forestry - Males	0	480	1200					
Women trained in forestry - Females	0	320	800					
Young people trained in forestry	0	120	300					
Total persons trained in crop	0	3830	9575					
Total persons trained in livestock	0	1638	4095					
<b>Output</b> 2.2 Strengthening producer organisations and marketing								

Results Hierarchy	Indicators			Means of Verification			Assumptions
	Total persons trained in forestry	0	800	2000			
	<b>2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management</b>						
	Males - Males	0	1620	4050			
	Females - Females	0	1080	2700			
	Young - Young people	0	405	1013			
	Persons trained in IGAs or BM (total) -	0	2700	6750			
<b>Output</b> 2.3 Investments in off-farm climate-resilient water infrastructure	<b>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</b>						
	Hectares of land - Area (ha)	0	3660	9150	Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists  Young people are willing to stay and invest in their villages if support for quality employment including self-employment is offered.  OGM manages to establish strong collaboration with other agencies and private sector actors, including co-financiers and implementing partners in the region e.g. DSI, SPAs, RDA/DA, and the Ziraat Bank.
<b>Outcome</b> 3. Improved institutional capacity of project stakeholders and greater visibility on effectiveness and impact of the project	<b>Number of technical guidelines on thematic areas adopted and disseminated</b>				Qualitative assessment	Baseline, Mid-term, Completion	CPMU, Service Providers  OGM and the rangeland service provider systematically captures lessons learned cost and benefits from community-led rangeland rehabilitation and sustainable management as the basis for developing technical guidelines as well as from other activities to improve other existing guidelines, regulations and dissemination material.
	Technical guidelines adopted and disseminated - Number	0		1			
<b>Output</b> Institutional strengthening through knowledge generation and dissemination and development of technical guidelines on thematic areas	<b>Number of implementing partners representatives and farmers participated in training, exchange visits or South-South and Triangular Cooperation (SSTC) opportunities</b>				Project MIS	Semi-annual, Annual	M&E and Component Specialists  Through gathering of evidence on benefits generated from different livelihood and natural resources rehabilitation interventions, OGM and project partners systematically identifies success stories and facilitate cross learning between NRM and producer groups and develop KM products for wider dissemination.
	Number of participants in training, exchange visits or SSTC opportunities - Number of people	0	1000	2500			
	<b>Number of KM products (e.g. stories from the field on good practices and lessons learned, technical studies, publications, etc.) developed and disseminated</b>				Project MIS	Annual	KM, M&E and Component Specialists
	KM products developed and disseminated - Number	0	1	3			

## Integrated project risk matrix<sup>i</sup>

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
<b>Country Context</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
Fragility and Security	Substantial	Substantial
Macroeconomic	Substantial	Substantial
Governance	Substantial	Substantial
Political Commitment	Substantial	Substantial
<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
Policy Development and Implementation	Substantial	Substantial
Policy alignment	Substantial	Substantial
<b>Environment and Climate Context</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
<b>Project Scope</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
Technical Soundness	Low	Low
Project Relevance	Low	Low
<b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
<b>Project Financial Management</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
Project External Audit	Moderate	Moderate
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Substantial
Project Internal Controls	Substantial	Substantial
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Project Budgeting	Substantial	Substantial
Project Organization and Staffing	Substantial	Moderate
<b>Project Procurement</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Moderate	Moderate
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate
A.3 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Moderate	Moderate
A.4 Public Procurement Operations and Market Practices.	Substantial	Substantial
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderate	Moderate
B.2 Assessment of Implementing Agency Capacity	Not applicable	No risk envisaged - not applicable
Project Procurement Overall	Moderate	Moderate
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Greenhouse Gas Emissions	Low	Low
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Community health, safety and security	Moderate	Moderate
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Indigenous People	Low	Low



<b>Risk Category / Subcategory</b>	<b>Inherent risk</b>	<b>Residual risk</b>	
Cultural Heritage	Moderate	Moderate	
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate	
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate	
<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>	
Stakeholder Grievances	Moderate	Moderate	
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate	
<b>Overall</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>	
Country Context		Substantial	Substantial
Fragility and Security		Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b> Regional dynamics, especially the impact of the neighbouring Syrian conflict and influx of Afghan refugees have brought about significant challenges to Türkiye. It has even led to a significant demographic shift in the country. At the same time, the geopolitical turmoil in the Middle East region has adversely affected the East and South-east parts of Turkey in the form of adverse impact on the local economies in some provinces, reduced tourism, increased unemployment, and increased security concerns. It may eventually impact trade relations and trade flow within the region.</p>		Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b> Successful implementation of the new IFAD project will establish the foundations for a positive impact on targeted populations by reducing rural poverty. It is important that the success is captured early on and disseminated widely in a way that will create hope, enhance optimism and demonstrate the value of IFAD's partnership with GoT.</p>			
Macroeconomic		Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b> Türkiye achieved impressive economic gains over the past two decades which enabled it to become an upper middle-income country with a GDP of USD 1.12 trillion and per capita income of USD 13,110 in 2023. In the recent past as Türkiye's reforms waned, productivity gains slowed, and growth became increasingly dependent on externally funded credit and demand stimulus. In this backdrop, Türkiye adopted a new economic model consisting of low interest rates as well as a complex set of regulatory measures to direct credit to selected sectors (notably exporters) and to promote greater use of the lira in the economy. The newly adopted policies instead led to significant market pressure on the Turkish Lira. This was followed by the war in Ukraine, which added to pre-existing vulnerabilities. More recently policy redirections have been sought which enabled achieving GDP growth of 11 percent in 2021 and 5.5 per cent in 2022 and 4.5 percent in 2023 and it is projected to grow at 3.1 percent in 2024. In contrast, at 65 per cent inflation remains very high- explained mainly by Türkiye's excessively loose monetary policy and the resulting exchange rate depreciation.</p>			

<p>Türkiye has large external financing needs, and its private sector is heavily indebted in foreign currency, raising risks to financial stability; weakening external demand is expected to constrain real GDP growth (foreseen growth is forecast at 4.3 per cent in 2024), which will remain relatively firm in 2025-2028. Consequently agricultural incomes diminish, poverty increases in rural and urban areas.</p> <p>Following the May 2023 elections, the government has taken further positive steps to normalise Türkiye's macroeconomic policies. This has helped improve external balance, but vulnerabilities remain with risks skewed to the downside.</p> <p>The combined effect of the economic challenges may negatively impact implementation owing to the risk in cancellations of bidding processes or reluctance of vendors to engage in IFAD projects.</p>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b> In designing FIRAT the fiscal challenges that GoT has been facing and is likely to face in foreseeable future have been factored-in and the impact on FIRAT that is likely has been kept at a manageable level. The real value of an IFAD loan will be protected by charging project expenses directly to the USD account instead of using a local currency account. Secondly, the reimbursement of the expenditure incurred by the beneficiaries, suppliers and service providers will be made at the earliest so that the loss in value is minimised.</p>		
<p>Governance</p>	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b> With a score of 36 in 2023 and a somewhat declining trend since 2020, Türkiye is the 101 least corrupt nation out of 180 countries for which Transparency International reports Corruption Perceptions Index. According to the World Bank, more recently the country has shown major transformation in the public sector management as a result of the reform initiatives. However, implementation challenges remain and there are still areas where improvement is required. Institutional changes or frequent changes in the management of institutions may occur at the central, regional and provincial levels with effects on implementation arrangements and the timeliness for achieving project development objectives.</p> <p>The loss of human lives and economic activities as a result of earthquakes in February 2023 also did affect the ability of relevant stakeholders to discharge their tasks as well as the infrastructure of rural and urban areas. FIRAT's target area is close to the epicentre and its investments will need to focus on the priorities of the population in the affected areas.</p>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b> The design of FIRAT proposes to constitute a project steering committee that apart from ensuring proper coordination among project implementing partners will also actively engage in ensuring that adequate resources, including that from the GoT, as agreed in the design document is being made available on a timely basis and project-funded activities are implemented as scheduled.</p> <p>As designed FIRAT would invest significantly in capturing lessons learnt and evidence of the project's impact on the lives of the intended target group which then can be used to communicate to relevant authorities for appropriate decision making related to the project interventions, including the recovery from earthquake.</p>		

Political Commitment	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b>                      Since FIRAT’s design parameters are fully aligned with Türkiye’s Vision for 2053, the objectives and policies propagated in the 12th National Development Plan (2024-28), the Medium Term Programme (2024-26) and sector strategies and plans such as the Strategic Plan of MoAF (2024–2028), National Climate Change Adaptation Strategy and Action Plan (2011-2023), and the Water Efficiency Strategy and Action Plan (2023-2033), political commitment for FIRAT in terms of policy pronouncement is high. There is therefore a buy-in for the project concept by a wide spectrum of stakeholders in the country and therefore the risk associated is low.</p> <p>As some gaps may be observed between policy pronouncement and translating them into actions, in recent years IFAD projects have faced issues related to inadequate allocation of funds at the beginning of the year. So far this has been tackled by requesting additional allocations during mid-year review and thereby limiting potentially detrimental consequences in terms of implementation and disbursement performance. There is clearly a potential risk that FIRAT may suffer from similar issues related to allocation and release of the funds by GoT.</p> <p>The risk identified, however, reflects more an operational issue that is related to a very high rate of inflation and consequent challenge to the government to manage budgetary resources. Türkiye is projected to achieve a much reduced inflation, current account balance, and fiscal balance by 2025 and this should ease the pressure to cut allocations for development activities including IFAD projects. In the case of FIRAT, given its focus on earthquake-affected regions, and high priority given for generating livelihood opportunities and checking youth migration, chances are that the project will be provided with adequate resources to pursue its objectives, including the execution of grant programmes.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>
<p><b>Mitigations:</b>                      During the in-country phase of the design mission, this issue was flagged with OGM and Treasury at Ankara and regional and provincial levels. OGM assured the DM that given that OGM’s annual budget envelope is much larger than annual needs of FIRAT and the urgency of providing livelihoods related support to the households in the earthquake-hit areas neither the allocation nor the release of the resources would be a problem to FIRAT.</p> <p>It is also important that the supervision and implementation support missions that are to be fielded during implementation review the status of funds allocation/ release and flag it to the higher authorities when these are found to be constraining the disbursement. In addition, high level dialogue with the central Government and local authorities will be undertaken asking for adequate budget allocations by IFAD’s Country Director and Country Programme Coordinator</p> <p>Communication and KM strategy to give visibility to IFAD effectiveness, results and impact in addressing rural poverty in Türkiye and recovery for the earthquake victims.</p>		

<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
Policy Development and Implementation	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b> In a context of centralised governance, where strong political leadership has a clear vision on the development of relevant policies which development partners in the country are often times unable to influence, and where farmers’ organisations and other grassroots institutions are weakened as a result of loss to human lives and infrastructure as a result of the earthquake which affected part of the project area, the development and implementation of policies may not be effective or participatory enough to account for the views of the most vulnerable rural people and their organisations.</p>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b> In line with the IFAD guidance for policy engagement, the IFAD country team will enhance the participation of smallholders and other value chain stakeholders in the policy processes, by creating a space for dialogue (e.g. the project steering committee) and by strengthening the institutional and organisational capacity of stakeholders to set their agenda and influence policy processes. The grassroots institutions will be supported more during project implementation to upgrade the productive capacity, marketing services, and production infrastructure.</p> <p>Importantly, FIRAT has allocated resources for social mobilisation and grassroots institutions development in a way that would enable participatory need identification and planning of activities within the micro catchments. This should help strengthen the voice of demand structure vis-à-vis the supply structure and ensure a more stable policy implementation regime.</p>		
Policy alignment	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b> The National Basin Management Strategy ended in 2023. The new "National Watershed Rehabilitation (Restoration) Strategy" (NWRS) prepared in 2023 is currently pending approval by the Turkish Presidency of the Republic and may be updated during the implementation of the project, as may be the case for the 12th National Development Plan (NDP) that will also end during the project implementation period. There is therefore a challenge in keeping the project’s alignment with these two important policy instruments over the course of the implementation of the project.</p> <p>A potential risk could also arise from the change in the matching grant policy of the GoT on which the FIRAT intervention instruments lean on heavily. This could happen if GoT’s fiscal imbalance increases substantially and GoT’s ability to support poverty alleviation programmes erodes drastically. Yet another risk could arise from the shift in policy and GoT’s refusal to invest IFAD loan for meeting on-granting to FIRAT beneficiaries.</p>	Substantial	Substantial

<p><b>Mitigations:</b>                  The project will support gathering evidence on the success or otherwise of pro-poor approaches and their effectiveness in engaging upland communities in the conservation and development of catchment areas. These could then be used for updating the Basin Management Strategy.</p> <p>IFAD will encourage the project to facilitate dialogue between decision-makers and stakeholders, to mainstream pro-poor approaches in the new NDP and related sector policies concerning upland development using the proposed steering committee as an important platform.</p>		
<p>IFAD’s country as well as multi country office will also engage in providing support to further policy development as well as in setting country priorities for assisting the upland communities utilising the experiences from the ongoing projects funded by IFAD.</p> <p>The risk of changes in the poverty alleviation financing of GoT has been factored-in in the FIRAT design and necessary resources have been allocated for financing the key project activities. Multiple instruments will be used to reach the intended FIRAT clientele and thereby reduce the risks involved.</p>		
<p><b>Environment and Climate Context</b></p>	<p><b>Moderate</b></p>	<p><b>Moderate</b></p>
<p>Project vulnerability to climate change impacts</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p><b>Risk:</b>                  The climate risk assessment for FIRAT is moderate. According to the Think Hazard Tool, the project intervention area is susceptible to River Flood, Urban Flood, Landslide, Water Scarcity, Extreme Heat, and Wildfires.</p> <p>Recent decades have witnessed a notable acceleration in the trend of rising temperatures, with Turkey experiencing a nearly 2°C increase between 1991 and 2020. Additionally, the long-term precipitation pattern in Turkey has shown a decreasing trend, although there has been some improvement in recent years, including in the project's targeted areas. Projections indicate a heightened intensity and frequency of extreme climate events in the years to come. This poses a significant threat to both crop and livestock productivity, as well as impacting the forest productivity and biodiversity in the project area. Recognizing these climate challenges, the project aims to address and mitigate the potential adverse impacts, contributing to the overall resilience of the region in the face of changing climate conditions.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>

<p><b>Mitigations:</b> The project strategically focuses on promoting sustainable and resilient practices to address climate risks, including afforestation, forest rehabilitation, erosion control, and water-saving technologies. It emphasises awareness and knowledge management about climate change adaptation and mitigation in target areas, employing participatory Micro Catchment Plans (MCPs) to assess impacts and compile implementable measures. By engaging local communities in identifying challenges and prioritising high-impact strategies, the project tailors responses to unique community needs, fostering sustainable practices and building resilience. Additionally, the project empowers small-scale producers with targeted knowledge and tools for enhanced adaptability, ensuring climate change adaptation strategies are effective and promote overall ecosystem well-being.</p>		
<p>Project vulnerability to environmental conditions</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p><b>Risk:</b> Stemming from a combination of geomorphological, climatic, and anthropogenic factors, land degradation, desertification, and drought pose significant risks to the targeted project areas, a substantial portion of the country's land faces erosion challenges. Some 59 per cent of croplands, 64 per cent of grasslands, and 54 per cent of forestlands are experiencing varying degrees of degradation. The consequences of this degradation manifest in diminished land productivity and heightened siltation levels in the Euphrates watershed and downstream dams. The lack of sufficient vegetation cover in the area exacerbates the issue of soil erosion.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p><b>Mitigations:</b> In line with the above considerations, the project will actively address challenges and work towards positive environmental outcomes. Specifically, FIRAT aims to reduce land degradation and desertification, contributing to the restoration and long-term sustainability of natural resources in the Euphrates micro catchments. The project will enhance agricultural practices, restore forests, and improve water and rangeland management in fragile upland ecosystems. It will also promote sustainable natural resource use through technical support and capacity building. The MCP under subcomponent 1.1 will assess environmental risks and implement measures for restoration and sustainable management of natural resources, including forests, rangelands, and croplands. Implementation will involve raising awareness among project beneficiaries about restoration and sustainable natural resource management practices.</p>		
<p><b>Project Scope</b></p>	<p><b>Low</b></p>	<p><b>Low</b></p>
<p>Technical Soundness</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p><b>Risk:</b> The project design builds on lessons learned from the Murat project and among other things it intends to enhance technical support to participating small-scale producers and the business viability of their matching grant project proposals. Outsourcing the management of MG schemes to financial institutions might pose challenges.</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>

<p><b>Mitigations:</b> The FIRAT design team met with Ziraat Bank and held in-depth discussion with OGM’s ORKOY programme managers keeping in view the need to effectively manage MG scheme with revised terms and complement this with highly concessional credit scheme. The discussion having been concluded successfully; implementation arrangement has been agreed upon satisfactorily. The MG manual has been drafted accordingly which has laid out beneficiary eligibility criteria, grant sizes and matching grant requirements disaggregated by different target groups and investment types.</p>		
<p>Project Relevance</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p><b>Risk:</b> The project objectives are in direct alignment with the 11th and draft 12th National Development Plan and priorities set in the Plan for the Agriculture and Rural development sectors. The interventions continue to support government and IFAD policy on poverty alleviation and remain relevant to the needs of the beneficiaries.  The MG programme as it exists today may however be less relevant to the poorest landless households who rely on social assistance and cannot afford the 30 per cent beneficiaries’ contribution plus the 18 per cent VAT. The MG programme may be attractive to a category of the priority target group made up of registered productive smallholders. The increasing costs are likely to worsen the appetite of the potential beneficiaries. These interventions are planned to be more attractive for the earthquake victims with lower contribution and more to sustain producers’ agricultural businesses. The interventions under NRM activities are planned to support the development and conservation of natural resources to prevent land and forest degradation.</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p><b>Mitigations:</b> Recognizing that the MG scheme currently being implemented may not reach to the poorest and most vulnerable, the terms have been revised. In addition, additional funding has been provided to give access of the poorest and most vulnerable target group to the interest free loans which can be used to meet the equity investment requirement. FIRAT’s overall design approach lays heavy emphasis on inclusion, including women and youth. Project relevance would therefore be high if equal care be taken during implementation.</p>		
<p><b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b></p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Monitoring and Evaluation Arrangements</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p><b>Risk:</b> The M&amp;E function presents moderate risk in terms of coordination and good understanding of the roles and responsibilities by thematic specialists. The project will have M&amp;E assistants in the regional offices to accelerate data collection and conduct analysis for results reporting. At the central level, OGM has proposed to engage CEM for biophysical monitoring.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>

<p><b>Mitigations:</b> Development of a robust M&amp;E system in the provinces, including procurement and customization of the M&amp;E system, and ensuring sufficient staffing for M&amp;E functions at the central and regional levels by OGM.</p> <p>Training of relevant M&amp;E staff on improving implementation performance and evidence-based reporting.</p> <p>To the maximum extent possible, M&amp;E system should make geo-referencing compulsory for system robustness and for transparency. purposes.</p>		
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Good coordination within OGM and two regional directorates, adequate staffing and compliance with IFAD procedures are critical for good performance. Special Provincial Administrations (SPAs) are to increase the pace of procurements in Adıyaman, Elazığ and Bingöl provinces and reduce the risk of delays in the project procurement process on irrigation schemes or road construction. The increasing costs and economic downturn can put pressure on vendors and create instability in the procurements resulting in cancellation of bidding processes or reluctance of vendors to bid, as noted in other IFAD-funded projects in Türkiye.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Close follow up and continuous implementation support by the IFAD-MCO to provide timely induction and coaching to incoming staff.</li> <li>● Establishment of the PSC is likely to help implementation coordination</li> <li>● Continued partnership with the Ziraat Bank and bringing-in of private sector service providers is likely to enhance implementation capacity and improve transparency.</li> <li>● Increased MG ratio and provision of interest free loans will loosen bottlenecks that may be created otherwise in serving the poorest and most vulnerable.</li> </ul>		
<b>Project Financial Management</b>	<b>Substantial</b>	<b>Substantial</b>
Project External Audit	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> IFAD funded projects are audited by the Board of Treasury Controllers within the Ministry of Treasury and Finance. Normally, the audit reports are submitted on time (within 6 months of the year-end). However, there is always a risk of a delayed submission due to procedural delays at the Ministry of Treasury and Finance.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Clear the audit TOR at project start-up to ensure understating of audit scope and requirements</li> <li>● Treasury auditors to coordinate with the CPMU and their internal management to ensure reports are ready by the deadline.</li> </ul>		
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Substantial



<p><b>Risk:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Late installation and procurement of an accounting software due to delays at institutional level within OGM.</li> <li>• Low reliability of the project financial reports due to lack of staff experience.</li> <li>• Accounting software that does not meet the project needs due to lack of experience in accounting and financial management for international funded projects.</li> <li>• Delayed submission of IFRs.</li> <li>• Risk of delayed reporting on the matching grants by the bank/ORKOY to CPMU</li> </ul>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Training to the finance staff on the IFRs preparation at project start-up.</li> <li>• Automation of the IFRs templates in the accounting software at the time of purchase.</li> <li>• Project to follow accounting standards acceptable to IFAD.</li> <li>• Agree on the accounting software specifications with IFAD.</li> <li>• Finalisation of accounting software set-up at project start-up. This shall be one of the conditions precedent to first withdrawal.</li> <li>• Include in the agreement with the bank (Protocol) IFAD reporting requirements</li> </ul>		
Project Internal Controls	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risks of weak internal control measures identified for matching grants scheme; noting that the project will be implemented in 6 provinces. This risk could result from untimely or incomplete reporting from ORKOY to CPMU or from not following the criteria and arrangements identified in the matching grants manual.</li> <li>• Risk of incomplete supporting documents for project expenditures due to lack of knowledge of required supporting documents by finance staff.</li> <li>• Risk of inappropriate filing system if not identified at early stages of the project.</li> <li>• Risk of lack of contribution and update of the PIM by PMU.</li> </ul>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalise the finance manual section of the PIM at design.</li> <li>• PMU to draft and add to the internal control section so it is tailored to provide more details on the PMU internal control measures to control payments including the matching grants.</li> <li>• Ensure proper segregation of duties and authorization processes in place especially.</li> <li>• Supporting documents for project expenditures to be as per IFAD requirements. Field visits to be planned to ensure that funds are used for the intended purposes.</li> <li>• Establish a filing system that allows for easiness and availability of all project documents at project start-up.</li> <li>• Matching grant manual to be finalized before project start-up.</li> </ul>		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Delays in opening separate DAs for IFAD loan and GEF grant at the central bank which could affect project liquidity. This could be due to delays in preparedness for project at OGM level.</li> <li>• Risk of Treasury Limited allocation to the project which would restrict balances withdrawn from DA. These allocations are set for all internationally funded projects in Türkiye on annual basis.</li> <li>• Project will be disbursing using the report based disbursement mechanism, hence there is a risk of inadequate cash forecast due to lack of cash forecast skills.</li> </ul>	Substantial	Substantial

<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Opening of separate DAs for IFAD loan and GEF grant at the central bank. This will be a condition precedent to first withdrawal.</li> <li>● Provide training to finance staff on the report based disbursement mechanism at project start-up.</li> <li>● Analyse cash forecasts versus actual cash outflow for each quarter to enhance cash management skills.</li> <li>● PMU to work as a team to prepare the cash forecasts each quarter (procurement, project coordinator and finance)</li> </ul>		
Project Budgeting	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Delays in the preparation and submission of the annual workplan and budget (AWPB) until the Strategic budget is issued (normally in the last quarter of the year)</li> <li>● Risk of irregular monitoring of the AWPB and untimely decisions on budget variances due to irregular of preparation and submission of the variances reports to project management.</li> <li>● Risk of overstated budgets that do not reflect reasonable/realistic plans due to over-ambitious planning that does not consider updates and changes at country and project level.</li> </ul>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Ensure more accurate and reasonable budget estimates.</li> <li>● Monitor budget versus actual performance on a monthly basis.</li> <li>● Upload the budget in the accounting software for timely and efficient monitoring.</li> <li>● Analyse budget planning on annual basis to avoid committing same shortcomings for next year planning.</li> <li>● Start the planning process in the third quarter of each year drafting an initial budget for the project, then aligning the budget with the allocated Strategic Budget.</li> </ul>		
Project Organization and Staffing	Substantial	Moderate
<p><b>Risk:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Risk that PMU is not established before start-up as per project design because of delays in planning and recruiting at institutional level within OGM.</li> <li>● Insufficient finance unit structure that does not meet the project needs.</li> <li>● Seconding or recruiting staff who do not have experience working on international/IFAD funded projects or are unqualified.</li> <li>● Government reforms and changes that might affect the key staff such as the project director.</li> </ul>	Substantial	Moderate
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● OGM to set up the PMU considering the agreed structure at design.</li> <li>● Assign or recruit qualified &amp; dedicated finance staff to work on the project finances at central level. Recruitment of key staff to be a condition precedent to first withdrawal.</li> <li>● Finance staff to receive training on IFAD financial management requirements at start-up.</li> <li>● Finance staff to complete IFAD's e-learning on FM course.</li> </ul>		

<b>Project Procurement</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Prescriptive and standardized rules, methods, documentation, and systems following National Legislation. Turkey has a well-functioning procurement framework despite absence of methods dedicated to consulting services. The national PPL have some variances from minimum IFAD requirements notably related to procurement expectations.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> The Project will rely on Public Procurement Law and Regulations to the extent not conflicting with IFAD Rules</p> <p>Elaborate the PIM to mitigate for the absence of national PP manual and inconsistencies between national and IFADs procedures.</p> <p>For consultancies IFADs procurement procedures should be used.</p>		
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> The country has a solid institutional framework, however public procurement is not professionalized, there is No specific Law identify a specialized procurement function nor to clearly Define the responsibilities and competencies of a procuring entity.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> Responsibilities and competencies of procuring entities shall be clearly defined.</p> <p>Promote empowerment of project staff and decentralization of decision making based on thresholds.</p>		
A.3 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> The procurement market is functioning well, but with absence of strategic planning and key role allocations internally and externally.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> Project capacities in strategic planning and strategic market engagement should be strengthened coupled with extensive GPN dissemination and robust staffing practices.</p> <p>Online mandatory publication, adoption of AWPB, PP in the project; continuous training and certification as well as the PIM preparation.</p>		
A.4 Public Procurement Operations and Market Practices.	Substantial	Substantial
<p><b>Risk:</b> Overall, institutional setup for enhancing integrity is weak. The administrative regulations do not include clauses or provisions prohibiting practices of fraud, corruption, and other prohibited practices</p>	Substantial	Substantial
<p><b>Mitigations:</b> IFAD policies, reporting hotlines, and self-certification shall be complied with IFAD Handbook and guidelines shall be adopted and applied. Audit shall be secured through an independent entity.</p>		
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Project assessed as moderately complex provided that area is geographically spread in different locations, Substantial SECAP risks, and substantial inter-dependent procurement contracts that require advanced sequencing and coordination skills.</p>	Moderate	Moderate

<p><b>Mitigations:</b> The PIM should clearly elaborate interfaces, roles and responsibilities of each PMU operate in different areas along with SECAP recommendations. AWPB to include clear distinction of budget for each PMU (disaggregated and aggregate).</p>		
B.2 Assessment of Implementing Agency Capacity	Not applicable	No risk envisaged - not applicable
Project Procurement Overall	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Overall Inherent risk is "M" provided Turkey has a well-functioning procurement system supported by a structured institutional and legal framework, the use of e-tenders, and the Law of procurement, audit, complaints bodies, in additional to the successful performance of MURAT project.</p> <p>The procurement risks relate mainly to: -The inconsistencies in the procurement methods notably related to consulting and the Non consulting services. -The absence of strategic planning and key role allocations internally and externally. -The entire absence of SECAP requirements in the Public Procurement Law, and -The start up risk relate on the new procurement staff who might not be familiar with similar projects</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> Mitigation measures for shortcomings found on the national Procurement system vs. IFAD's procurement framework include IFAD policies, reporting hotlines, and self-certification shall be complied with IFAD Handbook and guidelines shall be adopted and applied; Projects will strictly adhere to AWPB and PP preparation according to IFAD templates and requirements.</p> <p>The procurement plan as well as No Objection requests will be submitted electronically via the OPEN</p> <p>Startup capacity building is important to align understanding of the PPS; continuous training (BUILDPROC and other) is needed.</p> <p>The multiple-eye principle will be adopted in CM and SECAP compliance.</p> <p>All risk mitigation measures shall be incorporated to the Procurement Implementation Manual (PIM) to secure compliance with IFAD procurement regulations.</p>		
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Turkey is one of the countries most susceptible to the adverse effects of climate change, including intense rainfalls, floods, storms, landslides, heatwaves, and forest fires. The provinces and communities targeted by the project confront the consequences of droughts, erratic rainfall, heatwaves, soil degradation, and forest fires.</p>		

<p>Agriculture is one of the sectors most affected by adverse effects of climate change. It is foreseen that the main impact of climate change on Turkey will be drought, desertification, decline in agricultural productivity, loss of biological diversity and ecosystem services, increase in forest fires, epidemics and pests. There are signs that climate change has already affected crop productivity and also the livestock productivity indirectly through low yields of forage crops and cereals (straw), livestock drinking water availability and rangeland productivity. However, the project supports interventions for improved resilience of the target communities and ecosystems to climate variability and hazards. The project introduces and promotes climate change adaptation and risk mitigation measures in the target areas. Introduction and promotion of integrated pest management, water harvesting and water saving technologies, cultivation of dry-tolerant non- timber forest products, sustainable pasture management and use of renewable sources of energy are some of these interventions.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> The project supports water management activities aimed at addressing drought and unpredictable rainfall patterns, significant impacts of climate change. Measures to control soil erosion will be implemented. Furthermore, farmers will be oriented toward and supported with tools and techniques for good agriculture and climate-smart agriculture. The selection of crop and plantation species will align with the microclimate, taking climate predictions into consideration.</p>		
<p>Greenhouse Gas Emissions</p>	Low	Low
<p><b>Risk:</b> FIRAT aims to contribute to carbon sequestration. Land rehabilitation activities will enhance greenery and biodiversity, leading to an increase in carbon sequestration capacity.</p>	Low	Low
<p><b>Mitigations:</b> Land rehabilitation activities within FIRAT will have a positive impact on reducing greenhouse gas emissions, and the promotion of good agricultural practices will contribute to lower carbon emissions from both the agricultural and livestock sectors. It's crucial to emphasise that FIRAT will not partake in large-scale commercial agriculture and livestock activities.</p>		
<p>Physical and Economic Resettlement</p>	Low	Low
<p><b>Risk:</b> FIRAT activities will be limited to government-owned barren and degraded land for land rehabilitation, and to farmers' land for agricultural and livestock support activities. There will be no physical resettlement involved.</p>	Low	Low
<p><b>Mitigations:</b> No mitigation measure required.</p>		
<p>Community health, safety and security</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> The plantation activities supported by FIRAT will not require an influx of labour as it is expected that the vast majority of workers will be sourced from local communities, especially women and youth as was observed in the field during project design. The work is managed by the Village Forest Cooperatives present in the areas.</p>		

It is expected that for the plantation activities that will be carried out in partnership with the Forest Cooperatives, the hiring local unemployed youth will be promoted which in turn will offer them seasonal employment and wage income. These activities are undertaken on a limited scale and therefore would not have adverse impacts on community health and safety. In fact, FIRAT is likely to bring about several positive impacts through the promotion of good agricultural practices and the enhancement of biodiversity.	Moderate	Moderate
<b>Mitigations:</b> In the event of external workers being hired, which is unlikely, OGM and Forest Cooperatives will closely monitor plantation workers' behaviour. A code of conduct for workers to respect community culture, tradition, and safety will be developed, adopted and enforced.		
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
<b>Risk:</b> The project activities will comply with national labour laws and international commitments regarding working conditions. During the field visits it was confirmed that there were no instances of labour discrimination or gender inequality observed. There is no possibility of child or forced labour. The works considered in the project could potentially pose Occupational Health and Safety (OSH) risks.	Moderate	Moderate
<b>Mitigations:</b> Although the risk is low, the procurement plan and policy will explicitly state a zero- tolerance approach toward labour discrimination and inequality. Any activities involving child or forced labour, or exacerbating gender-based violence, will not be supported or promoted.  The works considered in the project could potentially pose OSH risks. The project as mitigation measure will consider:  1. Workers OHS Training Plans 2. Worker contracts inclusive of adequate labour conditions 3. Labour Management Plans		
Indigenous People	Low	Low
<b>Risk:</b> The project will not include IPs since targeted areas and activities are not related to IPs.	Low	Low
<b>Mitigations:</b> No mitigative action required.		
Cultural Heritage	Moderate	Moderate
<b>Risk:</b> FIRAT is not expected to have any significant impact on cultural heritage. Soil erosion control measures and plantation activities will be conducted in barren and degraded lands. Agriculture and livestock support activities will be limited to the lands currently under practice.	Moderate	Moderate
<b>Mitigations:</b> Considering the chance finding of cultural heritage during the land rehabilitation activities, the project will follow the national chance finding procedure.		

Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> The use of chemical fertilisers, pesticides, veterinary medicines, and inadequate waste management in agriculture and livestock pose inherent pollution risks. While the project does not endorse these practices, it acknowledges their ongoing use by farmers and provides support in areas where such practices persist. Livestock management, known to create pollution and resource consumption, will also receive attention. However, transitioning farmers entirely to organic production presents a significant challenge due to their reliance on chemical inputs for commercial farming, driven by the belief that these inputs yield quick results and are readily available in the market.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> FIRAT will refrain from supporting or promoting the purchase of chemical inputs, instead focusing on capacitating farmers for bio inputs production and usage. Efforts will be made to reduce agricultural waste through the provision of tools, technologies, and support for aggregation, processing, and marketing facilities. Project activities are designed to prevent pollution of water resources, and regulations will be implemented for livestock medicines. The project will not promote the excessive use of medicines and antibiotics for livestock. Plantation efforts will prioritise multiple-purpose species, with an emphasis on grass and fodder, to alleviate pressure on natural resources.</p>		
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> The project will not pose any risks or threats to biodiversity. Drawing lessons from the MURAT project, FIRAT will prioritise biodiversity enhancement in both production and conservation-related activities. The risk is assessed as moderate since FIRAT will be involved in plantation activities, which may involve production and potentially the purchase of seedlings.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> Enhancing biodiversity stands as a key priority for the FIRAT project, an aspect that was somewhat lacking in the MURAT initiative. For land rehabilitation, the following strategies will be implemented:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Species selection will carefully consider microclimates and soil types.</li> <li>● Natural succession processes will be followed.</li> <li>● Priority will be given to species serving multiple purposes.</li> <li>● Promotion of mixed plantation methods, alongside grass plantation, will be encouraged.</li> </ul> <p>In terms of agricultural support, FIRAT aims to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Advocate for good agricultural practices such as integrated pest management and the use of bio inputs.</li> <li>● Encourage mixed and intercropping techniques.</li> <li>● Prioritise the selection of multipurpose crops.</li> <li>● Promote the cultivation of local and indigenous crop varieties.</li> </ul> <p>Regarding the acquisition of seedlings for plantation, OGM possesses extensive experience in nursery management and seedling production. FIRAT intends to support OGM and the private sector, particularly young individuals, in producing high-quality seedlings that meet the project's requirements.</p>		

<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Moderate</b>
Stakeholder Grievances	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Although stakeholder’s grievances are not common, implementation of the matching grants or infrastructure may lead to complaints by people who feel they have been excluded from the benefits, or negatively affected by project-related activities. Grievances registered by target beneficiaries and stakeholders may not be effectively addressed or corrective measures taken by the project due to lack of information or misinformation about the systems in place.</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> - Setting up a complaints and grievance mechanism or use the current ones by the implementing agency. Periodic supervision missions will review the grievance log. - Third-party evaluation to periodically collect feedback from stakeholders and guide adjustments in implementation. - FIRAT will provide capacity building for project staff and senior government representatives from lead project executing agencies so that they can effectively engage stakeholders and provide feedback on IFAD investments. For the project, a Grievance Redress Mechanism (GRM) will be developed to provide a channel for complaints. A dedicated person (Focal Point for GRM) in the CPMU should be appointed and will be responsible to ensure recorded grievances are addressed. Stakeholders will be informed about the GRM during project sensitization sessions.</p>		
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
<p><b>Risk:</b> Other investments in the Ministry of Agriculture and Forestry may overlap or compete with the activities of the Project as a result of lacking coordination, and with effects on the overall implementation performance. Elite capture may limit participation from the most vulnerable households and those groups at risk of exclusion may not be properly informed and consulted about the project and relevant activities (e.g. MCs planning process; training, grant financing).</p>	Moderate	Moderate
<p><b>Mitigations:</b> Setting up a complaints and grievance mechanism or use the current ones by the implementing agency. Periodic supervision missions will review the grievance log. Third-party evaluation to periodically collect feedback from stakeholders and guide adjustments in implementation.  Clarity on eligibility criteria will also result in limited elite capture.  FIRAT will provide capacity building for project staff and senior government representatives from lead project executing agencies so that they can effectively engage stakeholders and provide feedback on IFAD investments. For the project, a Grievance Redress Mechanism (GRM) will be developed to provide a channel for complaints. A dedicated person (Focal Point for GRM) in the CPMU should be appointed and will be responsible to ensure recorded grievances are addressed. Stakeholders will be informed about the GRM during project sensitization sessions.</p>		

<sup>i</sup> Given the evolving context on the ground, the integrated project risk matrix will be reviewed at project start-up and regularly thereafter to more accurately align the risks and mitigation measures to the then current circumstances.